

Direction du patrimoine bâti

Pavillons scolaires modulaires déplaçables Etude et réalisation

Mandat d'architecte

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M256 TI

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

- 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT**
- 2. INFORMATIONS GENERALES**
- 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**
- 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- Document B1 (agrafé et non relié)**
 - Attestations demandées**
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Fichier : M256TI-AO__Annexe_B1_tableau_offre.xlsx
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 102)
- Note au Conseil administratif du 16 juillet 2020 (Ch. Kitsos et F. Perler)
- Texte de la PR-1428 et ses annexes

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- <https://www.ge.ch/legislation/>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, Directives relatives à la constitution des dossiers définitifs par opérations (DPBA) sont consultables sur le site <https://www.geneve.ch/fr/themes/amenagement-construction-energie/informations-professionnel/marches-publics/kit-mandataires>
- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour

pour l'étude et la réalisation de pavillons scolaires modulaires déplaçables
sur plusieurs sites en ville de Genève.

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'université de Genève, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
Direction du patrimoine bâti
Rue du Stand 25
1204 Genève
Tél.: 022/418.21.50
Fax: 022/418.21.51
patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Le présent appel d'offres a pour but de mandater un bureau d'architectes ou un pool d'architectes, pour :

- mener des études de faisabilité pour chacun des sites envisagés afin d'en dégager le potentiel d'implantation de pavillons temporaires, selon les contraintes propres aux sites ;
- rédiger le/ les appels d'offres pour la fourniture des pavillons (y.c. plans d'appels d'offres/gabarits) ;
- préparer, déposer les dossiers et obtenir les autorisations de construire en force ;
- coordonner et suivre l'exécution des travaux ;

afin de permettre à la Ville de Genève de répondre à l'augmentation de l'effectif scolaire jusqu'à l'horizon 2023..

2.2.2 Descriptif

Depuis plusieurs années, les effectifs scolaires et parascolaires augmentent de manière constante et importante, entraînant une saturation des locaux à disposition dans les écoles de la Ville de Genève. Afin de répondre à ces nouveaux besoins, le Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité (DACM) et le Département de la cohésion sociale et de la solidarité (DCSS) ont élaboré une stratégie d'ensemble permettant de répondre, durant plusieurs années, aux obligations légales qui incombent aux communes (LIP 2015, art.8).

Depuis bientôt dix ans, en raison de la densification de la ville (près de 4'500 logements construits en 10 ans), une augmentation des naissances, le renouvellement de la population de certains quartiers ou encore du fait que les familles quittent moins la ville que les années précédentes, nous assistons à une augmentation importante des effectifs scolaires et parascolaires.

De 2012 à 2019, sur l'ensemble de la ville, les effectifs sont passés de 10'829 à 12'130 élèves. 12'430 sont attendus pour la rentrée scolaire de 2020/21. Les effectifs parascolaires sur le temps de midi sont passés de 4'632 à 6'450 enfants, soit une augmentation de 39%. Le nombre d'enfants fréquentant le parascolaire sur le temps du soir, soit de 16h00 à 18h00, est passé de 2'218 à 3'291, soit une augmentation de 48%. Celle-ci se fait de manière plus forte et rapide qu'annoncée par les modèles prévisionnels, d'autant plus qu'en parallèle, le cadre légal cantonal qui définit les obligations des communes a également évolué. De nouveaux dispositifs, liés au système éducatif, ont été introduits tels que l'école inclusive, le nouveau règlement sur les locaux ou encore la loi sur l'accueil à journée continue. Ces nouveaux dispositifs nécessitent la mise à disposition de surfaces supplémentaires dans les écoles.

En conséquence, en raison d'une augmentation plus importante que prévue des effectifs scolaires et parascolaires ainsi que de l'évolution du cadre légal, à quelques exceptions près, l'ensemble des écoles de la ville sont saturées et ne disposent plus de marge pour accueillir de nouveaux élèves. Des solutions en urgence doivent être proposées. Toutefois, la volonté du DACM et du DCSS est d'inscrire ces réponses dans une analyse et une réponse globale qui permettent de faire face à l'évolution des besoins jusqu'en 2027.

Le premier volet de cette stratégie est en cours de réalisation grâce à la PR-1403, concernant le site de l'école Le-Corbusier, où 8 pavillons modulaires sont en cours d'installation. Ils entreront en fonction dès le mois de janvier 2021.

La seconde partie est présentée dans cette demande de crédit. Il s'agit d'une part, de répondre à l'augmentation importante prévue des effectifs scolaires et parascolaires dans les secteurs du Petit-Saconnex (écoles de Trembley, des Crêts, des Genêts, de De-Budé) et celui du haut des Eaux-Vives entourant l'école des Allières, et d'autre part, de pouvoir accueillir les élèves durant les travaux de l'école Liotard. Pour les deux premiers secteurs, des surfaces supplémentaires seront nécessaires dès la rentrée scolaire de septembre 2022. Pour Liotard, les pavillons modulaires devront être disponibles avant le début planifié des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'école.

Quatre écoles primaires de la Ville de Genève seront ainsi complétées par les pavillons de cette deuxième phase :

- | | |
|-------------------------|------------|
| 1. École de Trembley | > été 2022 |
| 2. École de Vieusseux | > été 2023 |
| 3. École des Allières | > été 2022 |
| 4. École des Franchises | > été 2023 |

D'autres demandes de crédit viendront compléter ces demandes en fonction de l'évolution des besoins scolaires et parascolaires.

2.2.3 Programme

1. Ecole de Trembley

- *Implantation et enjeux fonciers*

La zone la plus vraisemblable pour poser des pavillons modulaires se trouve devant les bâtiments de l'école, sur le lieu d'une place de jeux apparemment peu fréquentée, côté rue Pestalozzi, en parallèle aux pavillons déjà existants.

Les zones d'implantation potentielles sont en zone 5 et en zone de verdure. Il sera nécessaire de demander une dérogation au Département du Territoire pour installer les pavillons modulaires.

A plus long terme, il serait judicieux de proposer une modification des limites de zones (MZ) pour la zone où se situe l'école actuelle (zone V) ainsi que l'«angle» en zone de verdure Pestalozzi / Giuseppe-Motta en zone 3.

Une implantation dans le reste du parc n'est pas envisageable, étant donné la situation en zone de verdure, la qualité des arbres et la topographie du parc.

- *Programme*

Bâtiment des classes :

- construction modulaire préfabriquée en atelier,
- R+2,
- 12 salles type «études» de surface unitaire de 70 m², affectables selon besoins en salles de classes, de parascolaire, salles des maîtres, etc...,
- sanitaires pour personnes à mobilité réduite au rez-de-chaussée,
- sanitaires standards aux étages,
- toiture végétalisée et installation de panneaux photovoltaïques.

Bâtiment du réfectoire :

- construction modulaire préfabriquée en atelier,
- R+1,
- 1 salle type «réfectoire»,
- 1 office de remise en température avec dépôt,
- 1 vestiaire,
- sanitaires,
- accès pour personnes à mobilité réduite par monte-escaliers,
- 1 préau couvert,
- toiture végétalisée et installation de panneaux photovoltaïques.

Aménagements extérieurs :

- provision pour réfection partielle de surface de préaux, selon faisabilité,
- provision pour compléments de végétalisation.

2. Ecole de Vieusseux

- *Implantation et enjeux fonciers*

Le PLQ N° 29950 réserve déjà une zone pour un équipement public :

Conditions d'entrée en jouissance par la Ville de Genève (ci-après VG) prévues pour la sous-parcelle 4278B :

"L'entrée en jouissance par la VG de la sous-parcelle 4278B aura lieu, à première réquisition de la VG, dans un délai de 2 ans en vue de la construction d'équipements publics conformément au PLQ, étant précisé que le cédant (SCHG) conservera la jouissance gratuite de la sous-parcelle 4278B, en assumera la responsabilité et l'entretien jusqu'au moment où la VG en prendra possession et conservera la possibilité de louer les parkings existants".

L'acte notarié a été signé courant juin 2020. La réquisition de la parcelle par la Ville peut être faite par la suite. Le terrain sera ainsi cédé à la Ville en juillet 2021 au plus tard.

L'implantation est prévue sur le parking afin de préserver les arbres et la végétation existants.

- *Programme*

Bâtiment des classes :

- construction modulaire préfabriquée en atelier,
- R+2,
- 12 (si possible 14) salles type «études» de surface unitaire de 70 m², affectables selon besoins en salles de classes, de parascolaire, salles des maîtres, etc...,
- sanitaires pour personnes à mobilité réduite au rez-de-chaussée,
- sanitaires standards aux étages,
- toiture végétalisée et installation de panneaux photovoltaïques.

Bâtiment du réfectoire :

- construction modulaire préfabriquée en atelier,
- R+1,
- 1 salle type «réfectoire»,
- 1 office de remise en température avec dépôt,
- 1 vestiaire,
- sanitaires,
- accès pour personnes à mobilité réduite par monte-escaliers,
- 1 préau couvert,
- toiture végétalisée et installation de panneaux photovoltaïques.

Aménagements extérieurs :

- provision pour réfection partielle de surface de préaux, selon faisabilité,
- provision pour compléments de végétalisation.

3. Ecole des Allières

- *Implantation et enjeux fonciers*

Très petit potentiel d'agrandissement en «collant» un pavillon en face de chacun des 2 pignons.

Solution temporaire. Une des implantations (parking) est située dans le périmètre du PLQ N° 30'062 de Godefroy, actuellement en phase d'instruction.

Sous réserve d'une étude plus approfondie, la faisabilité est bonne.

- *Programme*

- construction modulaire préfabriquée en atelier,
- R+2,
- 2 bâtiments de 3, soit 6 salles type «études» au total, de surface unitaire de 70 m², affectables selon besoins en salles de classes, de parascolaire, salles des maîtres, etc...,
- dégagements (vestiaires) + cages d'escaliers,
- toiture végétalisée et installation de panneaux photovoltaïques.

Aménagements extérieurs :

- provision pour réfection partielle de surface de préaux, selon faisabilité,
- provision pour compléments de végétalisation.

4. Ecole des Franchises

- Implantation et enjeux fonciers

La parcelle est propriété de la Ville de Genève et ne pose pas de problème du point de vue de la zone d'affectation (PLQ N° 29950 zone de développement III et périmètre d'utilité publique).

Deux implantations sont possibles, l'une sur le parking le long de la route des Franchises, et l'autre en lieu et place du bâtiment implanté à l'Est de la parcelle et voué à être démoli selon le PLQ (actuellement affecté au parascolaire et à une ludothèque).

Sous réserve d'une étude plus approfondie, la faisabilité est bonne.

- Programme

- construction modulaire préfabriquée en atelier, R+2,
- 12 salles type «études» de surface unitaire de 70 m², affectables selon besoins en salles de classes, de parascolaire, salles des maîtres, etc...,
- sanitaires pour personnes à mobilité réduite au rez-de-chaussée,
- sanitaires standards aux étages,
- toiture végétalisée et installation de panneaux photovoltaïques.

Aménagements extérieurs :

- provision pour réfection partielle de surface de préaux, selon faisabilité,
- provision pour compléments de végétalisation.

Totaux

<i>Ecoles :</i>	<i>Nbre de salles type «études»</i>
Trembley	12
Vieusseux	12 (si possible 16)
Allières	6
Franchises	12
Total	42(si possible 46)

2.2.4 Situation foncière

Ecoles concernées par la proposition	Adresses	Parcelles	Secteurs
École des Allières	Avenue des Allières 14 1208 Genève	1535	Eaux-Vives
École de Trembley	Rue Pestalozzi 4 1202 Genève	4575	Petit-Saconnex
École de Vieusseux	Cité Vieusseux 14 1203 Genève	4279	Petit-Saconnex
École des Franchises	Route des Franchises 54 1203 Genève	4505	Petit-Saconnex

2.2.5 Coût estimé de l'opération

La Direction du patrimoine bâti a dû procéder à une estimation du montant des honoraires d'architecte pour la demande de crédit de réalisation.

Ce chiffrage estimatif a été établi suivant plusieurs hypothèses, dont une estimation du coût des travaux.

Le montant considéré donnant droit aux honoraires a été établi pour les 4 sites (totaux des CFC-1, 2, 3 et 4, montants sont indicatifs) :

1.	Trembley	6'649'000.- HT
2.	Vieusseux	6'679'000.- HT
3.	Allières	3'351'000.- HT
4.	Franchises	5'538'000.- HT
TOTAL		22'217'000 HT

Les détails par CFC de cette estimation sommaire des coûts est disponible en pages 15 à 21 de la demande de crédit de réalisation (PR-1428) ci-jointe en annexe.

2.2.6 Prestations du mandataire

Considérant que la conception et la construction des modules font partie intégrante des prestations des fournisseurs de pavillons préfabriquées, le mandat considéré ici ne comprend que les phases suivantes :

- 4.21 étude de faisabilité
- 4.22 procédure de choix de mandataires (ingénieur civil, ingénieurs CVSE, etc.)
- 4.31 avant-projet (partiel)
- 4.32 projet de l'ouvrage (partiel)
- 4.33 procédure de demande d'autorisation
- 4.41 appels d'offres (partiel)
- 4.5 réalisation de l'ouvrage

Description selon les phases SIA 102 de 1 à 5 (listes non exhaustives des prestations)

Etudes préliminaires*

- 4.21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité
 - Mise en évidence des exigences du projet sur la base des besoins, des objectifs et des conditions-cadre
 - Clarification des conditions-cadre liées au site (levés des terrains, analyse de l'état,

- expertise géologique, dangers naturels, etc.)
- Collecte des données et contraintes auprès des services de la Ville et du Canton (service de l'urbanisme, service de l'énergie, conservation du patrimoine, service des écoles et institutions pour l'enfance, office des autorisations de construire, etc.)
- Analyse des conditions préliminaires urbanistiques et architecturales ainsi que des exigences par rapport à l'environnement et à la société
- Collecte des données et des documents de travail nécessaires à cette phase
- Détermination des possibilités en matière de droit de la construction, de technique et d'économie
- Etablissement de critères de jugement et évaluation des propositions
- Etude de la faisabilité
- Description des propositions de solutions retenues, collecte des données de base des études
- Elaboration d'un calendrier des travaux
- Protocole des décisions et des étapes intermédiaires importantes

4.22 Procédure de choix des mandataires spécialisés

- Rédaction du programme de la procédure de choix en collaboration avec le mandant et le jury
- Mise à disposition des documents nécessaires tels que plans, descriptifs, programmes des locaux, base de maquettes, etc.
- Examen préalable et rédaction du rapport y relatif
- Collaboration au jury ou au collège d'experts

Etude du projet*

4.31 Avant-projet*

- Etablissement du/des cahiers d'appels d'offres pour les pavillons, en collaboration avec les services concernés.
- Etablissement de plans de principe (dimensions principales, surfaces utiles des locaux principaux (classes, etc.) en tenant compte, notamment, de :
 - ce que le foncier et le végétal (arbres) peuvent permettre (= dimensions extérieures maxi) ;
 - ce que demande le Département de l'instruction publique (70 m² / classes, etc.) ;
 - ce que les fournisseurs principaux possibles de pavillons peuvent offrir, en pré-consultation avec eux, en terme de modularité : trames, éléments existants ou sur mesure, etc.
- Définition des critères d'évaluation.
- Analyse et évaluations des propositions.

4.32 Projet de l'ouvrage*

- Démarches auprès des pouvoirs publics et des services techniques (séances de consultations), prise en compte de leurs exigences ou négociation lorsqu'elles ne s'avèrent pas raisonnablement applicables.
- Elaboration du projet de l'ouvrage et établissement à l'échelle prescrite des plans nécessaires à la demande d'autorisation de construire.

4.33 Procédure de demande d'autorisation

- Procédure de demande d'autorisation de construire par site.
- Suivi des compléments jusqu'à l'obtention des autorisations de construire en force.

Appel d'offres*

4.41 Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication

- Etablissement des documents d'appels d'offres pour la fourniture et la pose des pavillons préfabriqués « tout compris », soit comprenant notamment (mais pas exclusivement), dans le même AO, les CFC-215, CFC 22 à 28, CFC 3, etc.
- Etablissement des documents des autres appels d'offres, pour les prestations non comprises dans les pavillons, soit principalement les travaux préparatoires (CFC-1), les aménagements extérieurs (CFC-4) et les autres mandataires (ingénieur civil et CVSE).
- Contrôle technique et arithmétique des offres.
- Comparaison des offres et proposition d'adjudication.
- Mise à jour des estimations des coûts sur la base des offres.

5 Réalisation*

4.51 Projet d'exécution

- Contrôle de la concordance des plans des entreprises avec les plans des pavillons.
- Direction de la coordination des plans d'installations.
- Documentation de l'ouvrage.
- Direction des travaux de garantie.
- Gestion des coûts et décompte final.

Chaque étape fera l'objet d'une validation par le Maître d'Ouvrage, soit la Direction du patrimoine bâti et les utilisateurs, soit le Service des écoles et institutions pour l'enfance.

*Etant donné la nature du projet (pavillons préfabriqués), les phases 21 à 32 et 41 à 53 sont admises comme partielles (50 % des prestations) dans le sens où la plupart des études constructives, de structure, d'implantation et de coordination des réseaux CVSE, etc. seront à effectuer par les fournisseurs de pavillons eux-mêmes, à leur charge, dans le cadre de leurs offres à fournir.

Etablissement de l'offre

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires par site (voir tableur excel en annexe du document B1). Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Il convient de relever qu'au cas où le crédit de réalisation est refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – acceptés par le maître de l'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Nota Bene : l'autorité adjudicatrice se réservant le droit d'adjuger par lot, le montant donnant droit reste séparé par site de manière à pouvoir comparer et adjuger indépendamment par lot. Pour chaque mandataire adjugé, ce montant sera réajusté au moment du contrat en tenant compte de tous les lots qui lui auront été adjugés.

Le calcul des honoraires est fait selon le coût de l'ouvrage. Les seules variables d'ajustement de l'offre sont les cases en jaune dans le fichier excel annexé, soit :

- Les % de prestations à fournir pour les phases 31 à 32 : le pré-remplissage des % de prestations à fournir est une suggestion supposant qu'une bonne parité de ces prestations sont supposées être à réaliser par le bureau d'étude des fournisseurs des pavillons préfabriqués « tout compris », soit comprenant notamment (mais pas exclusivement), dans le même AO, les CFC-215, CFC 22 à 28, CFC 3, etc.
- Le taux horaire offert h
- Le rabais en %

En revanche, les coefficients suivants ont été admis par le maître de l'ouvrage comme non modifiables, soit :

facteur de groupe	$i = 1$
facteur de prestations spéciales	$s = 1$
facteur d'ajustement	$r = 1$
degré de difficulté selon catégorie d'ouvrage (IV)	$n = 1.0$
facteur pour transformations, entretien,	$U = 1.0$
Coefficients année 2017	$Z1 = 0.062$
	$Z2 = 10.580$

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

Renchérissment

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

Frais accessoires

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

Nous attirons votre attention sur le fait que les délais sont extrêmement courts pour l'étude des projets et demande une disponibilité immédiate, des ressources suffisantes et un travail soutenu pour tenir les délais demandés.

		2020					2021												2022											
		08	09	10	11	12	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
Faisabilité + pré-offre + chiffrage	DPBA + URB + ECO																													
Dépôt de la demande de crédit de réalisation	DPBA + ECO																													
Traitement administratif de la PR + vote CM	VdG																													
Appels d'offres mandataires	DPBA																													
Etudes implantations + docs appels d'offres	Mandataires																													
Appels d'offres fournisseurs pavillons	DPBA + mandataires																													
Précédure d'adjudication + contrat-s	DPBA																													
Etudes	Mandataires																													
Dépôt requête en autorisation de construire	Mandataires																													
Traitement requête en autorisation de construire	OAC + VdG																													
Préfabrication des pavillons en atelier	Fournisseur																													
Travaux préparatoires + installation sur les 2 sites																														
Remise des locaux à ECO	DPBA																													
Installation ECO	ECO																													
Pavillons opérationnels dès...	ECO																													

Le calendrier prévisionnel* est le suivant :

Publication dans SIMAP	décembre	2020
Retour des offres des mandataires	janvier	2021
Attribution du mandat d'architecte	février	2021
Phases SIA 4.21 à 4.41	février-avril	2021

Appels d'offres fournisseurs pavillons	avril-mai	2021
Procédure d'adjudications et contrats	juin-juillet	2021
Dépôt dossier d'autorisation de construire	juin	2021
Traitement autorisation de construire	septembre	2021
Préfabrication des pavillons en atelier	octobre-janvier	2021-22
Travaux préparatoires et installation sur deux sites	février-juillet	2022
Installation ECO	août	2022
Mise en service Trembley et Allières	fin août	2022
Mise en service Vieusseux et Franchises	fin août	2023

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **20 janvier 2021 à 11h00**

auprès de

Ville de Genève

Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité

Unité soumissions

4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)

Case postale 3983

1211 Genève 3

Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format pdf.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M256 TI
Pavillons scolaires modulaires déplaçables sur plusieurs sites en Ville de Genève
Etude et réalisation

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.
Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

Le marché étant distribué sur 4 sites, l'autorité adjudicatrice se réserve le droit de diviser le marché en plusieurs lots.

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC).
Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **10 décembre 2020 à 12h00**

auprès de

Ville de Genève
Département des constructions et de l'aménagement
Direction du patrimoine bâti
Rue du Stand 25
1204 Genève
Tél.: 022 418 21 50
Fax: 022 418 21 51
patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch.

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et visite du site d'exécution

Aucune séance d'information ni visite des sites d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

Ceux-ci sont accessibles en tout temps.

En revanche, s'agissant de groupes scolaires, l'accès à l'intérieur des bâtiments n'est pas admis. Lors de visites à l'extérieur, les candidats sont priés d'éviter de prendre les enfants en photo.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
1. Qualité économique globale de l'offre	
- prix	30 %
- crédibilité du prix (heures, tarifs, ...)	
2. Références du candidat	20 %
3. Compréhension de la problématique	25 %
4. Organisation du candidat (respect du planning)	25 %
TOTAL	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : **formule linéaire T1 pondérée**

Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = $5 - (P_{\text{offert}} - P_{\text{min.}}) / (P_{\text{moyen}} - P_{\text{min.}})$

P offert : montant du prix offert

P min : montant du prix offert selon l'offre la plus basse reçue

P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom/Nom	Société / fonction / profession
M. Sébastien Schmidt	Ville de Genève – Direction du patrimoine bâti (DPBA) Adjoint de direction Architecte
Mme Anne Kouo	Ville de Genève – Direction du patrimoine bâti (DPBA) Cheffe de projets Architecte
Mme Soazig Lemarchand	Ville de Genève – Service des écoles et institutions pour l'enfance (ECO) Adjointe de direction Architecte
M. Jose Antonio Garcia Carrera	Architecte indépendant - Genève

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 102 (édition 2003) est applicable.